

heureux que nous le sommes aujourd'hui si dans ce temps-là, la puissance de l'Angleterre n'existait plus? Nous occupons ici une vaste étendue de ce continent et le chiffre de notre population n'est que de dix millions et demi. Sur tout le continent américain on ne compte que 200 millions d'habitants. Au delà des mers, on en trouve un billion et demi, tassés dans des régions dénudées. Une fois la puissance de l'Angleterre brisée, devrions-nous accueillir favorablement l'occasion de faire cause commune avec les Etats-Unis pour défendre ce continent? Devrions-nous envisager cette situation comme étant plus agréable que celle qui nous est faite aujourd'hui? Je ne le crois pas. Ne ferions-nous pas mieux, dans ce cas, de peser un peu la question de coopérer avec l'Angleterre? J'ai lu le discours du premier ministre à Genève. Je l'ai lu du commencement à la fin et je n'y ai trouvé aucune allusion à la situation dans laquelle se trouve l'Angleterre.

Il n'y est pas davantage question des efforts faits par ce pays depuis plusieurs années dans le but de maintenir la paix dans le monde. Tout ce qui y a été dit là-bas, touchant nos relations et nos obligations, aurait pu également être prononcé par un citoyen américain. Le jour n'est-il pas venu où il nous serait peut-être préférable de penser sérieusement, dans notre propre intérêt, à un plan très élaboré de défense en coopération avec l'empire dont nous faisons partie? N'est-il pas plus avantageux pour nous de nous y arrêter dès maintenant? Pouvons-nous attendre indéfiniment?

C'est cette grave pensée que je laisse à ceux qui dirigent les affaires du pays. Nous ne vivons pas dans les conditions que nous avons connues il y a exactement douze ans, ou à la fin de la guerre. Nous avons cru alors que nous pouvions désormais vivre dans ce que nous avons voulu appeler la sécurité collective. Je crains fort qu'un sentiment de découragement se soit emparé de mon âme à la pensée de cette sécurité collective. A Genève, le premier ministre a dit: "Nous sommes ici dans le but d'étudier la portée du pacte et voir si nous ne pouvons pas avantageusement le modifier."

Mais que nous reste-t-il donc du pacte? Les sanctions commerciales ont disparu, parce qu'elles sont devenues inefficaces—parce que le premier ministre les trouve maintenant sans effet. Je n'ai rien à dire de cette déclaration. Les sanctions militaires n'existent plus depuis quinze ans. Tout ce qui nous reste, ce sont les aspirations des nations pacifiques. Ce que le premier ministre peut espérer de mieux pour la destinée de la Société des Nations, comme il l'a dit lui-même, c'est qu'elle devienne le refuge des nations de la terre en

Le très hon. M. MEIGHEN.

détresse. Je ne dis pas que c'est le seul espoir qu'il puisse nourrir pour sa destinée, mais je dis qu'au point de vue de la sécurité qu'elle pouvait nous fournir, elle ne nous offre plus rien et nous devons chercher ailleurs une autre sauvegarde. Elle a été emportée par les événements qui se sont produits au cours des deux dernières années. Nous vivons aujourd'hui dans un autre monde. Le fait de vivre à des milles de distance du théâtre des difficultés; le fait d'avoir des voisins pacifiques ne doit pas nous induire en erreur. Je ne crains pas un différend qui pourrait se produire dans la Bolivie, ou tout ce que nous pourrions nommer ainsi dans une partie quelconque du globe. Tout ce que je redoute, c'est une grande convulsion et nous connaissons le sens de ce mot et ce qu'il a de terrible, et nous serions bien avisés d'agir avec une certaine compréhension du sens de ce mot et de chercher à établir notre politique en nous aidant de souvenirs affreux.

J'ai parlé ainsi en me plaçant simplement au point de vue d'un Canadien. Il n'est pas besoin d'employer aucun argument qui n'ait autant de poids auprès de l'immigrant fraîchement débarqué qu'auprès de l'Anglais de naissance, mais il est vrai aussi qu'un élément considérable de notre population, peut-être pas tout l'élément anglophone, mais la vaste majorité, est tellement attaché à la mère patrie et si fier de son histoire, qu'abstraction faite de son propre intérêt, il n'assisterait jamais à la destruction de ce pays sans faire un effort pour le défendre. Il est impossible de suivre au Canada une politique visant à l'isolement et l'abandon, car pareille politique diviserait le pays en deux. Je sais que le Gouvernement n'envisage aucune politique de ce genre.

Ce que je crains le plus, c'est que le Gouvernement n'ait pas sérieusement étudié une politique quelconque, et mon unique dessein est de l'exhorter à tracer un programme conforme aux besoins de notre époque orageuse et grosses d'événements, à bien réfléchir, à tenir compte des réalités et à éviter toutes les considérations altruistes et les équivoques dont les ministres sont enclins à remplir leurs discours, pour esquiver des faits formidables. Tel est le message, honorables membres que j'adresse en toute sincérité au Gouvernement.

L'honorable RAOUL DANDURAND: Honorables sénateurs, permettez-moi de féliciter la Chambre pour la nomination de mon honorable ami (l'honorable M. Hugessen) qui a proposé l'Adresse en réponse au discours du trône. Membre brillant du barreau montréalais, il a déjà montré au cours de sa courte carrière publique qu'il est tout à fait au courant de toutes les questions qui absorbent les pensées de notre population et surtout de nos hommes politiques.